



MARCHE DE SERVICES

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS ELECTRIQUES AU SIEGE DE L'ARS DE GUYANE

Référence du marché : N°2025-01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

PROCEDURE :

Marché passé selon une procédure adaptée,
en application des articles L 1111-4, L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-5, R 2131-12 1°,
R 2132-1 à R 2132-14 du Code de la Commande Publique

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
2.1 PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ	4
2.2 PRESTATIONS SIMILAIRES	4
2.3 TYPE DE MARCHÉ	4
2.4 ALLOTISSEMENT.....	4
2.5 TRANCHES OPTIONNELLES	4
2.6 DUREE DU MARCHÉ	4
2.7 LIEU D'EXECUTION	4
2.8 ELECTION DE DOMICILE	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4 – REPRÉSENTATION DES PARTIES	5
ARTICLE 5 – ÉQUIPE DU TITULAIRE.....	5
5.1 COMPOSITION.....	5
5.2 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS.....	5
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
6.1 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	6
6.2 SANCTIONS EN CAS D'IRREGULARITES CONSTATEES	6
6.3 RESPONSABILITE ET GARANTIE	7
6.4 ASSURANCE	7
6.5 OBLIGATION DE CONSEIL	7
6.6 OBLIGATION D'INFORMATION	7
6.7 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	8
6.8 MESURES DE SECURITE	8
6.9 SOUS-TRAITANCE	9
6.10 DEFAILLANCE D'UN COTRAITANT DANS LE CAS D'UN GROUPEMENT	9
6.11 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE.....	9
6.12 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE	9
ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 8 – PÉNALITÉS	10
8.1 REGIME GENERAL	10
8.2 PLAFONNEMENT DES PENALITES.....	10
8.3 SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES	10
8.4 PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE RESULTATS	11
8.5. PENALITES POUR NON-RESPECT DANS L'EXECUTION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE	11
8.6 PENALITES POUR INDISPONIBILITE ET INTERRUPTION DE FONCTIONNEMENT ET DE SERVICE.....	11
8.7 PENALITE POUR DEPASSEMENT DU DELAI DE DEPANNAGE OU DE REMISE EN ETAT	11
8.8 PENALITE POUR REPETITION DES DEFAILLANCES.....	11
8.9 PENALITE POUR NON REMISE DE DOCUMENTS CONTRACTUELS	11
8.10 PENALITE POUR ABSENCE AUX CONTROLES ET AUX REUNIONS PROGRAMMEES	11
ARTICLE 9 – RÉGIME FINANCIER.....	11
9.1 FORME ET CONTENU DES PRIX	11
9.1.1 Maintenance préventive.....	11
9.1.2 Maintenance corrective.....	12
9.1.3 Dispositions communes	12
9.2 AVANCES ET ACOMPTES	12

9.4 REVISION DU PRIX	12
9.5 MODALITES DE FACTURATION	12
9.5.1 <i>Mentions obligatoires</i>	13
9.5.2 <i>Transmission des factures</i>	13
9.6 - PAIEMENT DES COTRAITANTS	13
9.7 RETENUE DE GARANTIE	13
9.8 INTERETS MORATOIRES	13
9.9 CESSON OU NANTISSEMENT DU MARCHÉ	14
ARTICLE 10 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	14
ARTICLE 11 – CLAUSE DE REEXAMEN	14
ARTICLE 12 – RÉILIATION ET EXÉCUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE	15
12.1 RESILIATION.....	15
12.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
ARTICLE 13 – COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	15
13.1 FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS.....	15
13.2 LANGUE	16
ARTICLE 14. MODIFICATIONS DU MARCHÉ.....	16
ARTICLE 15 – RÈGLEMENT DES LITIGES	16
15.1 DIFFERENDS	16
15.2 LITIGES ET CONTENTIEUX	16
ARTICLE 16 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	17

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de maintenance des installations et équipements électriques des locaux de l'ARS Guyane situés 56 avenue Alexis BLAISE - 97300 Cayenne.

Les prestations portent sur :

- La maintenance préventive annuelle
- La maintenance corrective
- La fourniture de toutes les pièces de rechange et consommables,
- Les vérifications réglementaires (hors visites réglementaires effectuées par un organisme agréé) de l'ensemble des installations et équipements électriques du bâtiment.

Les spécifications techniques des prestations objets du marché sont indiquées dans le CCTP.

Le marché concerne la région Guyane (973).

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 Procédure de passation et forme du marché

Le présent marché public est passé sous la forme d'une procédure adaptée, conformément aux dispositions suivantes : L 1111-4, L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-5, R 2131-12 1°, R 2132-1 à R 2132-14 du code de la Commande Publique

CPV valeur principale : 50711000-2 - Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment.

2.2 Prestations similaires

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché avec le titulaire, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.3 Type de marché

Le présent marché est un marché de services traité à prix forfaitaire.

2.4 Allotissement

Le marché n'est pas alloti au sens des articles L 2113-11 2° et R 2113-2 du Code de la commande publique, au motif que la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.5 Tranches optionnelles

Le marché n'est pas décomposé en tranches optionnelles.

2.6 Durée du marché

Le marché est établi pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification, renouvelable tacitement deux (2) fois par périodes successives d'UN AN, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé-réception deux mois avant l'échéance annuelle (la date d'anniversaire).

En application de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

2.7 Lieu d'exécution

Les prestations ont lieu sur le territoire de la Guyane.

2.8 Election de domicile

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile figurant à l'acte d'engagement. En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec avis de réception postale, soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché, dont l'original est conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- l'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

B) Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.
Le CCAG-FCS, bien que non joint au marché, est réputé connu, et les parties contractantes leur reconnaissent expressément leur caractère contraignant,

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessus.

ARTICLE 4 – REPRÉSENTATION DES PARTIES

- **Agence régional de santé**

Le pôle SI-Logistique du secrétariat général – direction des services de soutiens, est chargé du suivi de l'exécution technique du présent marché.

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

- **Titulaire**

Dans son offre technique, le titulaire identifie un responsable du marché - interlocuteur administratif et technique unique à même de gérer les aspects contractuels et opérationnels de la prestation.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires.

ARTICLE 5 – ÉQUIPE DU TITULAIRE

5.1 Composition

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe figurant dans son offre technique.

5.2 Remplacement des intervenants

En aucun cas le remplacement d'un intervenant ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

En aucun cas un membre de l'équipe ne peut être remplacé par une personne d'un niveau d'expérience et de compétence inférieur (ex : remplacer un senior par un junior) sous peine de résiliation.

- **À la demande de l'administration**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'administration se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

Le titulaire propose alors de nouveaux intervenants dans un délai de 2 jours ouvrés. Ils sont considérés acceptés par l'administration si celle-ci ne les récuse pas de manière motivée dans un délai de 10 jours ouvrés à partir de la notification de cette proposition.

- **À l'initiative du titulaire**

Le titulaire peut remplacer les membres de son équipe à tout moment. Il en informe l'administration au moins 3 jours ouvrés auparavant par courrier électronique, sauf cas de force majeure.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'administration si celle-ci ne le récuse pas de manière motivée dans un délai de 10 jours ouvrés à partir de la notification de ce remplacement.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'acceptation de l'administration.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D 8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à l'acheteur, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (*article D 8222-5-1°-a du code du travail*).
- Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (*article D 8222-5-1°-b du code du travail*).
- Dans le cas où l'immatriculation du titulaire au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans le cas où le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le titulaire doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*article D 8222 -5-1°-b du code du travail*).

Lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par le titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles : L 1221-10, L3243-2 et R 3243-1 du code du travail.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D 8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire devra adresser à l'acheteur tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus par courrier recommandé avec avis de réception.

6.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code, l'acheteur peut :

- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 10% du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

- Soit résilier le présent marché, par courrier recommandé avec avis de réception, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

6.3 Responsabilité et garantie

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ de la garantie est la date de notification de la décision d'admission par l'acheteur.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état par courrier de l'acheteur.

Les garanties prévues par le CCAG-FCS s'exercent indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

6.4 Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation, établissant l'étendue de la responsabilité garantie, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande (article 9.2 du CCAG-FCS).

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante par une ou plusieurs compagnies notoirement connues, la responsabilité qu'il peut encourir, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction, et des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés, et renonce à tout recours envers l'acheteur.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'acheteur, par la présentation des polices et quittances correspondantes.

Le titulaire fait son affaire personnelle du paiement de la cotisation. L'acheteur ne pourra être inquiété en cas de non-paiement.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

6.5 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport à destination de l'administration qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

6.6 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Il doit notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler.

6.7 Obligation de confidentialité

Si à l'occasion de l'exécution du marché, les parties ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, elles sont tenues de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendu publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Les supports informatiques, documents et données fournis par l'acheteur au titulaire restent la propriété de l'acheteur.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;

Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies après en avoir informé et communiqué le contenu à l'acheteur.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

L'acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

6.8 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Le plan de prévention lié à la mise en œuvre de ce marché sera établi en concertation avec le pôle logistique / SI de l'ARS Guyane.

6.9 Sous-traitance

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 ou équivalent et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, s'ils ne sont pas prévus dans le marché, sont constatés dans une déclaration établie par le représentant de l'acheteur et par le titulaire, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant.

Conformément à l'article R2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au représentant de l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur, accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de son décret d'application.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant

6.10 Défaillance d'un cotraitant dans le cas d'un groupement

Si le titulaire du marché est un groupement d'entreprises et qu'un cotraitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant (en raison de sa liquidation judiciaire ou de son impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait par exemple), la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

6.11 Clause d'insertion sociale

Aucune clause d'insertion sociale n'est prévue au présent marché.

6.12 Clause environnementale générale

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur, une fois par an, un rapport détaillant les actions mises en œuvre pour respecter les obligations environnementales définies dans le présent marché.

Ce rapport devra inclure, sans s'y limiter :

- **Gestion des déchets** : Quantités de déchets générés, méthodes de tri, taux de recyclage et filières de traitement utilisées.
- **Réduction de l'empreinte carbone** : Mesures prises pour optimiser les déplacements (par exemple, planification des interventions pour réduire les trajets, utilisation de véhicules à faible émission), et estimation de la réduction des émissions de CO₂ réalisée.

- **Utilisation de matériel éco-responsable** : Liste des équipements installés avec leurs caractéristiques environnementales (par exemple, efficacité énergétique, certifications écologiques).

Ce rapport devra être transmis au plus tard **le 31 décembre de chaque année** et pourra être utilisé pour évaluer la performance environnementale du titulaire dans le cadre du marché.

En cas de non-respect de la communication de ce document, une pénalité de 500 € sera appliquée après mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par l'agent de l'ARS Guyane en charge du suivi dans un délai **de 15 (quinze) jours** à compter de l'exécution des prestations, conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au représentant de l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de remise des prestations à l'acheteur.

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

ARTICLE 8 – PÉNALITÉS

8.1 Régime général

Tout manquement du titulaire à ses obligations en matière de délais, de qualité des prestations ou des prestataires, peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures, notamment lors des interruptions dans les fournitures d'électricité du fait des compagnies distributrices.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

8.2 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues n'est pas plafonné.

8.3 Seuil d'exonération des pénalités

Aucun seuil d'exonération n'est prévu.

8.4 Pénalités pour non-respect des obligations de résultats

Dans le cas où les contrôles (programmés ou inopinés) réalisés par un représentant de l'acheteur ou un organisme extérieur, feraient apparaître que les équipements n'ont pas été entretenus (manquements par rapport à la liste des prestations minimum définies en annexe 1), la formule de pénalité retenue sera la suivante :

$\text{Pénalité} = 2 \times \text{Pm} \times \text{Na}$

Pm : Prix moyen par équipement de la prestation sur l'ensemble immobilier

Na : Nombre d'équipements présentant des anomalies

8.5. Pénalités pour non-respect dans l'exécution de la maintenance préventive

En cas de retard dans l'exécution de la maintenance préventive une pénalité de cent (100) euros par jour ouvré est retenue.

8.6 Pénalités pour indisponibilité et Interruption de fonctionnement et de service

En cas défaillance du titulaire du fait d'une carence dans sa prestation, pour toute autre raison que les cas de force majeure, toute interruption de fonctionnement ou indisponibilité totale ou partielle des équipements confiés au titulaire, supérieure à cinq (5) jours ouvrés, une pénalité égale à deux cent (200) euros par jour calendaire d'interruption au-delà des cinq premiers jours est retenue.

Les manquements prolongés, c'est-à-dire une interruption de fonctionnement ou indisponibilité totale ou partielle des équipements d'une durée de dix (10) jours ouvrés sont notifiés au titulaire par un constat établi sur place et signé des deux parties. Le titulaire est tenu d'y remédier dans un délai de 48 heures, les pénalités prévues continuant à courir. Au-delà de ce délai, l'acheteur peut prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires par d'autres moyens afin d'obtenir le fonctionnement normal des équipements, suite à une mise en demeure par lettre recommandée avec AR.

8.7 Pénalité pour dépassement du délai de dépannage ou de remise en état

En cas de dépassement du délai contractuel de dépannage ou de remise en état défini par le présent CCTP, une pénalité de cent (100) euros par jour ouvré de retard est retenue.

8.8 Pénalité pour répétition des défaillances

À partir de la deuxième défaillance constatée sur un même équipement moins de deux mois après une intervention de maintenance préventive ou corrective, une pénalité de cent (100) euros est retenue pour chaque nouvelle défaillance qui suivra.

8.9 Pénalité pour non remise de documents contractuels

Pour chaque jour ouvré de retard dans la transmission de documents ou d'informations demandées par l'acheteur, et après avis du titulaire par lettre recommandée, une pénalité de cents cinquante (150) euros par jour ouvré de retard est retenue.

8.10 Pénalité pour absence aux contrôles et aux réunions programmées

L'absence du prestataire aux réunions programmées implique une pénalité de cent (100) euros par personne et par absence non remplacée.

Toute journée ou demie journée commencée est comptée pour une journée ou demie journée.

ARTICLE 9 – RÉGIME FINANCIER

9.1 Forme et contenu des prix

9.1.1 Maintenance préventive

Les prestations sont régies par des prix forfaitaires indiqués dans l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes et non actualisables et non révisables.

Les prix comprennent toutes les charges inhérentes à l'exercice de la mission, y compris fournitures, pièces de rechange, taxes, frais de main d'œuvre, de transport, de repas, d'hébergement, etc. Cette liste n'est pas limitative, ainsi que toutes

charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les dépenses afférentes à son exécution et à la traçabilité des prestations générales et particulières faisant l'objet du marché.

En particulier, le prix comprend le remplacement **ET** la fourniture le cas échéant, du petit matériel nécessaire à la maintenance préventive ainsi que l'évacuation et le retraitement le cas échéant dans une filière agréée des pièces usagées.

9.1.2 Maintenance corrective

Le volume de maintenance corrective étant difficile à prévoir, les prix à fournir seront des prix unitaires indiqués dans l'acte d'engagement. Les interventions réalisées dans le cadre de la maintenance corrective, devront obligatoirement faire l'objet d'un devis précisant les prix appliqués.

Les prix unitaires comprennent :

- Les coûts horaires de la main d'œuvre
- Les autres coûts unitaires (frais de déplacement, frais d'approche, etc.) à l'exclusion des coûts de main d'œuvre et de fourniture de matériels,

La fourniture de matériels (hors coûts unitaires prévus ci-dessus) sera facturée au prix d'achat affecté d'un coefficient d'entreprise. Le prestataire aura l'obligation de joindre les duplicatas des factures de ses fournisseurs.

En particulier, la fourniture de matériels comprend : les pièces détachées défectueuses ou manquantes et nécessaires au bon fonctionnement des équipements de sécurité ainsi que l'évacuation et le retraitement le cas échéant dans une filière agréée des pièces usagées.

9.1.3 Dispositions communes

Le Titulaire sera toujours tenu, moyennant les prix fixés dans son offre, de mener jusqu'à l'achèvement les prestations qui lui incombent, y compris ceux non décrits mais nécessaires à ce complet achèvement, compte tenu notamment des dispositions demandées par les diverses lois, arrêtés, décrets, recommandations et normes en vigueur.

Le Titulaire ne pourra se soustraire à cette obligation en faisant valoir les omissions ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les spécifications techniques. En effet, les explications et les demandes d'éclaircissement qu'il doit impérativement demander à l'acheteur au moment de l'établissement de son offre sont réputées le mettre à même d'apprécier complètement la nature des prestations à exécuter et d'établir des prix en parfaite connaissance de cause

9.2 Avances et acomptes

- **Avances**

Aucune avance ne sera versée.

- **Acomptes**

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R. 2191-21 et suivants du Code de la commande publique et de l'article 11.2 du CCAG-FCS sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

9.4 Révision du prix

Aucune révision des prix ne sera appliquée.

9.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur le fondement de la facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'administration.

Le titulaire pourra transmettre ces factures de manière trimestrielle ou semestrielle.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

9.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent à minima les mentions suivantes :

- la date de la facture,
- le numéro du marché,
- le code du service exécutant,
- le nom de l'ARS de Guyane,
- la description des prestations réalisées,
- la période de maintenance,
- le nom, le numéro de SIRET et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le montant hors TVA,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total en euros TTC.

9.5.2 Transmission des factures

La facturation électronique est obligatoire.

Un portail dédié dénommé « Chorus Pro » est mis gratuitement à disposition des entreprises, afin de permettre le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi.

Les opérateurs doivent utiliser la facture électronique avec le portail Chorus Pro en indiquant le n° SIRET de l'ARS (130 007 859 00023) et le numéro d'engagement juridique.

À toutes fins utiles, le site Communauté Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> permet aux entreprises de s'informer sur les modalités pratiques de fonctionnement de ce portail de facturation.

9.6 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

9.7 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

9.8 Intérêts moratoires

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures par l'acheteur, en application de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en

autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

9.9 Cession ou nantissement du marché

Un marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché, revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances en résultant.

ARTICLE 10 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

ARTICLE 11 – CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION ET EXÉCUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE

12.1 Résiliation

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas de circonstances particulières et ceci conformément au chapitre 7 du CCAG FCS.

- **Sauvegarde, Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire**

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

- **Résiliation pour motif d'intérêt général**

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Cette indemnité est fixée à 2% du montant initial HT, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

12.2 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au CCTP, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 13 – COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

13.1 Forme des notifications et des informations

Il est fait application des dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Ainsi, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée à l'acte d'engagement ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

13.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 14. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment:

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- à ses coordonnées bancaires
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- et, de façon générale, à toutes modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues aux articles R 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues au présent CCAP
- 2° Des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou, lorsqu'il s'agit d'un contrat administratif, par l'acheteur unilatéralement, de telles modifications ne peuvent changer la nature globale du marché.

ARTICLE 15 – RÈGLEMENT DES LITIGES

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

15.1 Différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

15.2 Litiges et contentieux

Tout litige est soumis au Tribunal Administratif de la Guyane.

ARTICLE 16 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont les suivantes :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation
4	3.4.1
6.7	5.1
8	14
9.1	10
12.1	42